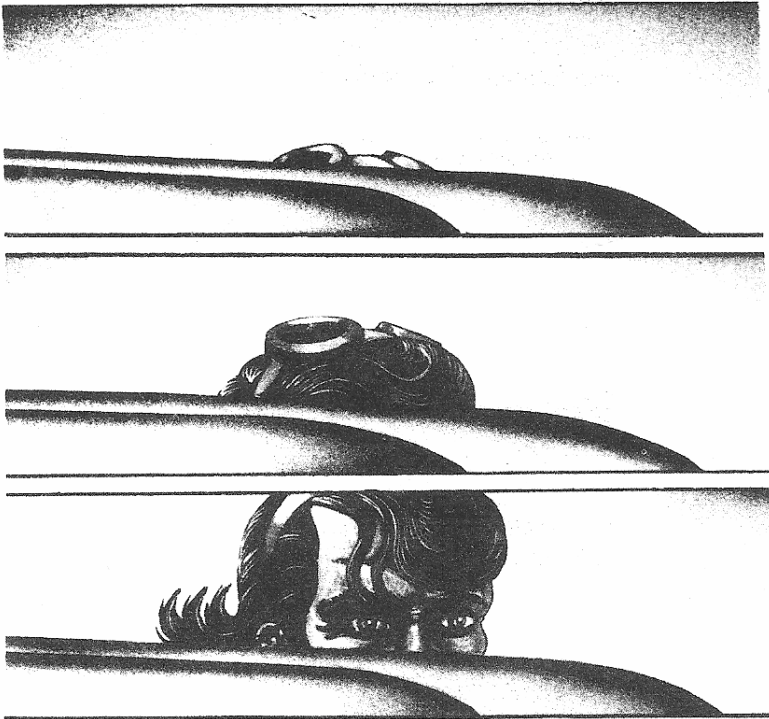
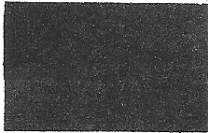


CHAMPAGNE

OSONS PRENDRE DES INITIATIVES

Ce n'est pas parce que nous sommes minoritaires qu'il faut la fermer ou se contenter d'être à la remorque d'initiatives lancées par des structures ayant une vocation de masse. Il est peut-être temps de nous assumer en tant que minorité et d'oser prendre des initiatives. Tel est l'enseignement que nous tirons de ce fait de printemps de la campagne rémoise qui va vous être conté.



UN CHARMANT PAYS

La Champagne-Ardenne est l'une des régions d'Europe de l'Ouest la plus nucléarisée et la plus militarisée. Du nucléaire civil made in EDF on en trouve avec les centrales de Chooz (Ardennes) et de Nogent/Seine (Aube). Du nucléaire civilo-militaire... l'Eta tva nous en stocker sous forme de déchets à Soulaines (Aube).

Du nucléaire militaire, ça pullule :

- Base aérienne à St-Dizier (Haute-Marne)
- Missiles stratégiques et tactiques à Mailly (Aube) et Suippes (Marne).
- Centre de transmission et base de soutien aux forces nucléaires à Romilly (Aube).
- Centre de recherche à Pontfaverger-Moronvilliers (Marne)

Quant à la présence militaire conventionnelle, il suffit de sillonner les routes, les gares, la campagne et les cafés des centres villes pour prendre conscience de son ampleur. On se sent "en sécurité"... tout juste un peu "occupé"... le kaki est la couleur dominante... à vous déguster du vert.

INITIATIVES PRINTANIERES

C'est donc tout naturellement que le Mouvement de la Paix (1) organisait le dimanche 25 mars dans notre région, à Suippes, une manifestation internationale contre le futur remplacement des missiles Pluton en missiles Hadès. Cette manifestation se déroulant à deux pas de chez nous, il était évident que nous allions ramener notre "science" dans ce concert pacifiste.

On s'acheminait donc vers une intervention écrite et une présence physique résolument antimilitaristes avec la crainte tout de même de se faire jeter par le service d'ordre. Cela ne nous réjouissait guère de nous en tenir à une intervention typique de révolutionnaires dans un rassemblement de gauche... Alors, pourquoi ne pas lancer notre propre initiative, une sorte d'Appel complémentaire ne venant pas en concurrence avec l'initiative du Mouvement de la Paix. C'est ainsi que fut décidé de lancer pour le samedi 24 mars un appel pour "la fermeture du centre de recherche de Moronvilliers" dépendant de la direction des applications militaires du commissariat à l'énergie atomique (CEA)...

■ "GLASNOST" ET "FERMETURE"

Le contenu de cet appel lancé par l'Egrogore et le Scalp de Reims (2) avait deux volets :

- Revendication d'une "politique de transparence" permettant à tous les citoyens de savoir ce qui se fait exactement dans ce centre CEA.... Cette Glasnost ne doit pas concerner que l'URSS : "balayons déjà devant notre porte" !

- En solidarité avec les peuples de l'Est auxquels ces cadeaux atomiques sont destinés, nous exigeons le démantèlement pur et simple de cette base du CEA !

Ce centre du CEA est situé à une trentaine de kilomètres de Reims. Il est traversé par une route départementale extrêmement surveillée par l'importante gendarmerie de Pontfaverger (village d'un peu plus d'un millier d'habitants dont une partie non-négligeable d'employés civils ou militaires du CEA). Cette surveillance s'opère grâce à des gardes armés membres du CEA, des caméras... et s'il vous vient une envie de pisser sur cette route départementale, ne vous arrêtez surtout pas, la gendarmerie aussitôt alertée vous tombera sur le paletot en quelques minutes (3)... c'est paraît-il la phobie de l'espionnage et du terrorisme.

Ce centre nucléaire fut créé en juin 1957, soit trois ans avant le premier essai nucléaire français (essai atmosphérique en "Algérie française" !). C'est une annexe du centre d'Etudes nucléaires de Vaujours (Seine St-Denis). Cette annexe est en fait un "polygone de tir", c'est à dire un champ de tir et de manœuvre. C'est donc un des nombreux maillons du nucléaire militaire français (voir encart).

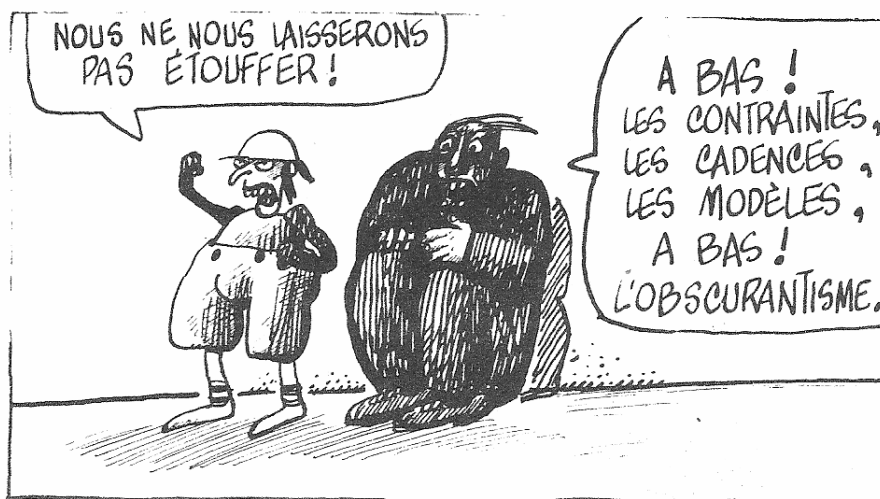
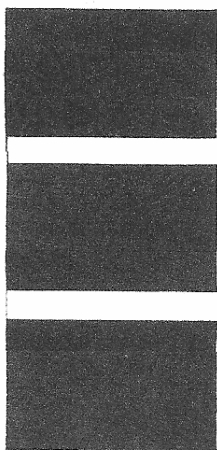
Le "secret défense" fonctionne bien. Les employés civils du CEA ignorent le contenu réel et l'aboutissement de leur travail (même s'ils trahissent la France, ils ne savent rien !). En 33 ans d'existence, ce centre n'a fait parler de lui dans les médias qu'une seule fois : en 1982. En effet à cette époque un paysan avait ramassé dans son champ jouxtant le centre du CEA une drôle de pierre. Transmise à la faculté des sciences de Reims, il s'était avéré que c'était tout simplement de l'Uranium 238 (peu radio-actif). Cette découverte fut ébruitée, elle inquiéta les riverains et un journaliste mena une enquête qui tourna court très rapidement après un contrôle d'identité et une mise au secret pendant deux heures.

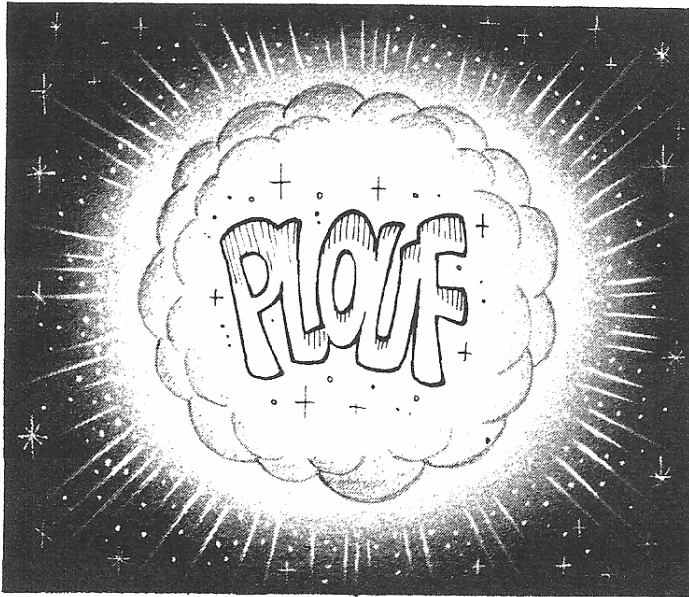
■ L'ACTION

Le cadre n'était donc guère favorable à une action, même symbolique, située en pleine campagne, car en plus de la morosité ambiante, il fallait oser, être motivé, et s'assumer en tant que minorité. Les médias régionaux furent contactés, FR3 garda le silence, par contre le quotidien régional l'Union et Radio-France annonceront cette action en donnant très correctement son contenu politique. Dès lors, certaines langues pouvaient peut-être se délier... en tout cas, l'info étant passée, ça suscita bien des discussions et des interrogations.

Notre objectif était de mobiliser au moins vingt personnes... notre objectif fut juste atteint et dès notre départ de Reims nous fûmes comme prévu bien encadrés (DST, RG puis Gendarmerie). Nous pûmes manifester à Pontfaverger, les travailleurs du CEA dont nous demandions finalement le licenciement pour "fonction sociale nuisible à la société que nous voudrions" ne bronchèrent pas ; quant aux autres riverains, ils se partageaient entre ceux qui vivent sans problèmes existentiels et ceux qui se posent depuis bien longtemps des questions toujours laissées sans réponses. Ensuite, nous nous sommes rendus au centre CEA. Là, nous avons compris que les représentants de l'Etat ne voulaient aucune bavure. En effet, aucun contrôle d'identité dans cette zone hypersensible ; en face de nous, des gradés de la Gendarmerie, tolérants ; toutes les caméras de surveillance avaient été démontées sauf une dont le support devait être trop rouillé mais qui était gardée tout de même par un militaire armé. Donc, il ne fallait surtout pas qu'il y ait un incident pouvant être le prétexte à une nouvelle campagne de presse... De ce point de vue, l'Etat a gagné, car aucun média n'a, à ce jour, donné suite à cette action (4).

Et pourtant, au cours de ces quelques jours de mobilisation, notre enquête a progressé. En effet, il semble bien qu'il n'y ait aucun risque nucléaire lié aux activités de ce centre. L'Uranium 238 est effectivement utilisé pour sa densité importante mais pas de présence de plutonium. Mais par contre, ce centre utiliserait dans ses essais de tir, du Béryllium dont une partie serait évacuée dans l'atmosphère. Le Béryllium est un métal apparemment proche de l'aluminium mais qui a une particularité très intéressante en physique nucléaire : il possède une grande perméabilité





(1) Le "Mouvement de la Paix" est l'une des structures de masse créée par le PCF en pleine "guerre froide".

(2) Les écolos ont clairement refusé de s'associer à cette initiative en invoquant son caractère groupusculaire. Seul le syndicat étudiant AGER-UNEF a accepté de signer cet appel sans pour cela mobiliser ses propres militants.

(3) Contrôles d'identité... et si vous avez une gueule ou un patronyme qui ne leur revient pas vous aurez droit à une enquête sur votre lieu de travail ou dans votre quartier.

(4) Pourtant, une journaliste a reçu une lettre anonyme, paraît-il fort intéressante. Y a-t-il eu des pressions, une auto-censure, une enquête journalistique est-elle en cours ? Nous sommes aujourd'hui bien incapables de répondre à ces questions.

aux rayons X. Arrêtons ici ces considérations techniques, cela mériterait d'autres développements dont nous attendons des confirmations. Ce qu'il faut savoir c'est qu'une absorption de 5mg de Béryllium peut provoquer une affection pulmonique mortelle. La beryllose est une maladie professionnelle reconnue par le décret du 3 octobre 1951... Mais quel moyen avons-nous pour connaître l'existence de cette substance toxique ? Autant de pistes qu'il nous reste à exploiter.

■ ET POUR FINIR

L'initiative du Mouvement de la Paix, qui était prévue le lendemain, s'est bien déroulée. Plus de 3000 personnes défilèrent dans les rues de Suippes, en majorité des militants de la région parisienne avec un zeste de Rémois... un seul tract, le nôtre, une seule table de presse... celle du Scalp, pas de service d'ordre CGT/PC pour nous virer... les temps ont bien changé.

■ Denis (Reims)

SIMULATION DE TIR

Depuis le transfert souterrain des essais français en 1975, les effets des armes nucléaires ont été simulés en laboratoire. Un grand nombre d'installations publiques et privées ont été créées pour conduire la recherche sur les effets.

Pour simuler les effets thermiques et le souffle des armes nucléaires, l'Établissement technique central de l'armement (ETCA), dispose de deux centres de recherche et développement à Gramat (Lot) et au Bouchet (Essonne). Le centre d'études de Gramat (CEG) couvre une superficie de 250 hectares, comprenant un simulateur d'effet de souffle nucléaire à grande échelle pour travailler au durcissement des systèmes d'armes (tanks, avions) et des installations militaires contre ces effets de souffle.

Le centre d'étude du Bouchet (CEB) dispose de 10.000 m² de laboratoires à Arcueil (Val de Marne) pour l'étude de la défense, de la protection et du durcissement.

Le Centre d'Odeillo (Pyrénées-Orientales), une annexe du CEB, fait des recherches sur la protection (des humains comme des armements) contre les radiations thermiques provenant d'explosions nucléaires. A cet effet, il est équipé de deux fours solaires.

Depuis 1980, le laboratoire de l'armée américaine de recherche balistique a fourni à la France la technologie de simulation permettant de réaliser des effets thermiques et de souffle, pour aider la France dans la construction de ses installations de recherche dans ce domaine, y compris la vérification du durcissement aux effets nucléaires. En retour, les techniciens américains viennent régulièrement en France pour utiliser les installations françaises de simulation de souffle nucléaire.

Pour simuler les effets biologiques des radiations initiales sur les êtres humains, et de ce fait pour la protection des personnels militaires contre les radiations, le CEB utilise des sources à flux de neutrons, gamma et rayons X. Des recherches de ce type sont effectuées par le groupe de recherche sur la biologie animale à Fontenay-aux-Roses (haut-de-Seine) dans un laboratoire géré en commun par le CEB et le CEA. Un autre laboratoire est utilisé pour la simulation de retombées radioactives, travaillant sur la taille des particules.

Extraits de "Damoclès", cahiers du centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits. BP 1027, 69201, Lyon cedex 01.